

■ Billet du mois

Les limites de la raison : saga

Épisode 3c : sortir du cadre

“Si tu as un problème et que tu n’arrives pas à le résoudre, c’est toi le problème”.

Confucius, in *Sept religions pour comprendre le monde* d’Hesna Cailliau, Editions Privat, février 2021.

“Le débat rationnel est impossible sans une éducation donnant accès à une pluralité de perspectives, sans un respect de l’expertise lorsque nos propres connaissances sont limitées, et sans un langage suffisamment riche pour décrire la réalité dans toutes ses nuances”.

Jason Stanley, in *Les ressorts du fascisme*, éditions Eliott, décembre 2021.



F. DIÉVERT

Elsan clinique Villette, DUNKERQUE.

Dans un précédent billet, faisant partie d’une série sur les limites de la raison et notamment sur les biais cognitifs, le biais de cadrage avait été évoqué à travers quelques exemples de portée limitée. L’objectif du présent billet est de présenter le biais de cadrage d’une façon plus générale, c’est-à-dire comme grand cadre de la pensée et des actions d’un groupe de personnes, groupe défini géographiquement dans le cadre d’une nation ou culturellement dans ce que d’aucuns qualifient de civilisation. Pour le dire en un mot comme en cent, nos pensées et nos actions se déroulent dans un cadre qui est celui dans lequel nous évoluons. Il est difficile, voire impossible, d’en faire abstraction et encore plus d’en sortir. Cela constitue souvent une barrière majeure pour comprendre un autre cadre de pensées et d’actions. En effet, sortir du cadre dans lequel on évolue culturellement et familialement impose tout à la fois la connaissance et la compréhension d’autres cadres, donc d’autres modes de pensée, et d’exercer une pensée critique, au risque d’une perte du lien ou du consensus social dans lequel nous évoluons.

Pour mémoire, le biais de cadrage correspond au phénomène selon lequel on tire des conclusions différentes en fonction de la façon dont les informations nous sont présentées. En d’autres termes, il signifie que l’on peut penser ou agir différemment face à un même problème selon le cadre dans lequel il est posé. Son corollaire est que la définition ou la manipulation du cadre d’une réflexion est un élément majeur pour orienter les conclusions qui pourraient être adoptées.

■ Quelques livres pour commencer

Le cadre général des pensées et actions d’un groupe de personnes a fait l’objet de très nombreux ouvrages, surtout politiques, mais aussi sociologiques et psychologiques et notamment de psychologie du consommateur. Dans ce contexte, il est utile et enrichissant de lire plusieurs ouvrages d’Edgar Morin afin de connaître le concept de complexité qu’il développe. Parmi ces livres figurent *Introduction à la pensée complexe* (Seuil, 2014) et le quatrième tome de la série *La méthode* (Seuil, 1991).

Au-delà de la sociologie, l’entière du spectre politique a commis des ouvrages relatifs au cadre de pensée et d’action des “masses” que certains souhaitent conquérir

Billet du mois

ou gouverner. Cela va de la gauche, surtout la gauche extrême, avec notamment Antonio Gramsci, Karl Marx et Vladimir Ilitch Oulianov Lénine, jusqu'à la droite, et surtout la droite extrême, avec notamment les écrits de Joseph Goebbels (tel son journal) et le brûlot délirant, tant sur le style que sur les idées, que constitue *Mein Kampf* dans lequel Adolf Hitler écrivait : *"Toute propagande doit être populaire et placer son niveau spirituel dans la limite des facultés d'assimilation du plus borné parmi ceux auxquels il doit s'adresser. Dans ces conditions, son niveau spirituel doit être situé d'autant plus bas que la masse des hommes à atteindre est plus nombreuse. [...] La faculté d'assimilation de la grande masse n'est que très restreinte, son entendement petit; par contre, son manque de mémoire est grand. Donc toute propagande efficace doit se limiter à des points forts peu nombreux et les faire valoir à coups de formules stéréotypées"*. Ce que la voix de son maître, Joseph Goebbels rapportait dans le manuel du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) par : *"Les grandes masses sont aveugles et stupides [...] La seule chose qui soit stable, c'est l'émotion et la haine"* et *"Nous ne cherchons pas la vérité, mais l'effet produit"*. Comme quoi, le diagnos-

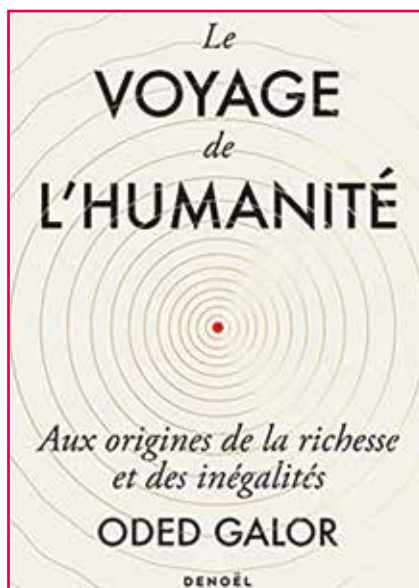
tic de Thomas Hobbes dans le *Léviathan* paraît fondé.

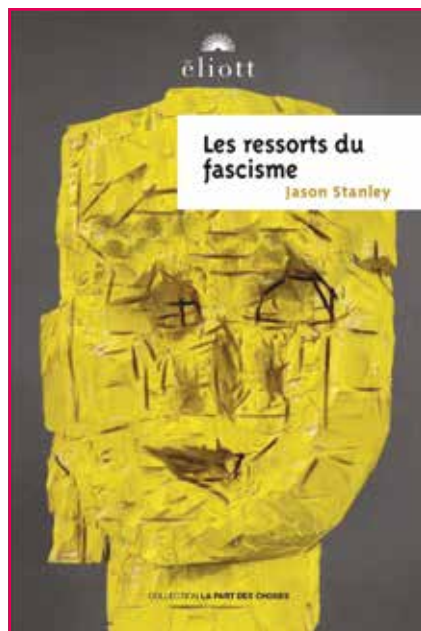
Il n'est pas possible de rendre compte ici de cette vaste littérature, et difficile d'en proposer une synthèse, mais il est possible d'inciter à l'étude de ce sujet par des exemples tirés de livres récents choisis pour leur abord et leur lecture faciles. Ainsi, je vous propose une sélection de cinq livres récents qui couvrent différents spectres et serviront de trame aux argumentations de ce billet.

Le premier est *Le voyage de l'humanité. Aux origines de la richesse et des inégalités*, (Denoël, août 2022) écrit par Oded Galor, professeur d'économie américain. Il propose un parcours de l'histoire de l'humanité afin de trouver les réponses à deux grandes questions : pourquoi l'espèce humaine a-t-elle surpassé toutes les autres ? Et, quelles sont les causes profondes des inégalités entre les peuples et comment les surmonter ? L'auteur balaye ainsi, et entre autres, les origines et conséquences qu'ont eu les cadres géographiques, institutionnels et culturels dans lesquels se sont développées différentes peuplades, permettant de comprendre comment se sont structurées et ont évolué diverses sociétés.

Le suivant est *Sept religions une clé pour comprendre le monde* (Privat, février 2021) d'Hesna Cailliau. À elle seule, l'histoire de cette universitaire, grande voyageuse, pourrait expliquer ce qui fait la saveur de ses écrits : elle est née d'un père turc musulman et d'une mère danoise protestante et s'est mariée à un Français catholique ce qui l'a conduit à envisager que religions et cultures sont indissociables. De ce fait, elle utilise la connaissance des religions pour expliquer en quoi elles ont influencé les cultures, les modes de pensée et les actions de diverses sociétés.

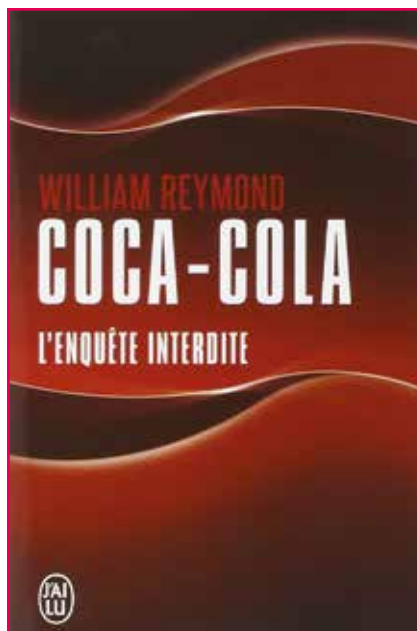
Le troisième est *La Bataille de la Sécu. Une histoire du système de santé*, (La Fabrique, octobre 2022), écrit par Nicolas Da Silva, maître de conférence en sciences économiques à l'université Sorbonne Paris Nord. Il propose une histoire de la Sécurité sociale s'appuyant sur une analyse marxiste des rapports de production allant toutefois au-delà de celle-ci puisqu'il prône l'autogestion, qu'il juge être la forme suprême de la démocratie. On peut ne pas être en accord avec une telle analyse mais elle a le mérite d'ouvrir de nombreux champs de réflexion sur ce qu'est, ou devrait être, ce que l'on qualifie de solidarité natio-





nale. Pour étayer son analyse, il retrace le parcours de la prise en charge des maladies depuis l'époque féodale jusqu'à nos jours. À ce titre, le livre fourmille d'enseignements et de renseignements, tel l'exemple banal suivant qui rend compte de l'inconsistance du raisonnement laissant penser que "c'était mieux avant". Ainsi, pourquoi utilise-t-on l'expression "ticket modérateur"? Parce que *"la mutualité invente à la fin du XIX^e siècle le principe du ticket modérateur : le sociétaire achète un carnet de coupons et en donne un au médecin traitant lors de chaque consultation. Le prix du ticket, inférieur à celui des honoraires remboursés par la mutuelle, a pour objectif de modérer la consommation de soin pour ne pas mettre en péril l'équilibre financier de la mutuelle"*. Eh oui, il y a déjà plus de 100 ans, le problème que l'on attribue à la naissance de la Sécurité existait déjà.

Le quatrième est *Les Ressorts du fascisme* (Eliott, décembre 2021), écrit par Jason Stanley, philosophe américain, professeur à l'Université de Yale. Il déconstruit la rhétorique fasciste afin de nous faire comprendre les ressorts profonds de certains propos et l'usage qui peut être



fait des mots pour influencer les pensées d'un peuple, construire son cadre mental et orienter ses actions.

Enfin, le cinquième est un peu plus ancien, il s'agit de *Coca-Cola, l'enquête interdite* (Flammarion, janvier 2006) de William Reymond, journaliste d'investigation indépendant. Il y raconte toute l'histoire du Coca-Cola et de sa stratégie de conquête des marchés, mais aussi des esprits. Il rapporte les méthodes développées par Robert Winship Woodruff, président de *The Coca-Cola Company* de 1923 à 1985 qui souhaitait "créer un monde repeint en rouge", l'historique couleur de la marque. À 33 ans, visionnaire et fort de sa jeunesse, Robert Woodruff comptait en effet révolutionner la compagnie d'abord, le monde du business ensuite. Depuis son arrivée à la tête de Coca-Cola en 1923, le patron n'avait cessé de marteler ce leitmotiv : *"Pour réussir, la boisson phare de la maison devait se trouver à portée de main du consommateur, à l'instant même où celui-ci ressentait le désir d'en boire"*. Il fallait donc modifier le cadre de vie des consommateurs en puissance pour qu'ils deviennent de réels consommateurs.

■ Le cadre commercial

Le livre de William Reymond sur l'histoire du Coca-Cola fait partie de ceux qu'il faut avoir lu un jour car il permet, à travers la description de la stratégie d'une marque commerciale, de comprendre comment une entreprise influence notre cadre de pensée et notre environnement dans le seul objectif de conduire à la consommation de ses produits.

Je n'en présenterai ici que deux aspects dont l'un sera complété par l'exemple d'une stratégie similaire ayant comme objectif de renforcer le cadre environnemental poussant à l'utilisation de la voiture et à la consommation de pétrole.

Le premier aspect de la stratégie commerciale de Coca-Cola a été de décréter qu'il faut communiquer de façon à rendre le produit désirable et unique et donc de ne parler que de lui : il doit être la vedette et la seule. Ainsi, par exemple, il faut régulièrement rappeler que sa formule est spécifique et qu'elle n'est inscrite que sur un seul document, soigneusement protégé dans le coffre-fort du siège de l'entreprise à Atlanta, document auquel très peu de personnes ont le droit d'accéder. Cela crée du mystère, rend le produit différent, voire magique, même si, à l'analyse, l'argument est stupide, notamment puisqu'il suffit d'un spectrophotomètre de masse pour connaître au détail près tous les composants de sa formule et leurs taux respectifs. La référence à Atlanta est par ailleurs trompeuse puisqu'elle fait oublier les affiliations de la compagnie avec le Delaware, paradis fiscal. Ensuite, tous les problèmes (la soif, le manque d'amis, l'envie de faire la fête...) doivent trouver dans le nom Coca-Cola le moyen d'être résolus : *"Ce soir, je ne vais pas faire la fête, je vais boire du Coca-Cola et la fête s'organisera autour de la boisson"*, *"La personne que je rencontre a les yeux qui brillent en me voyant boire ma bouteille de Coca-Cola et elle sait donc que nous partageons les mêmes valeurs et que nous pouvons échanger"*... Le produit devient le lien

■ Billet du mois

magique de la vie en société et on ne vend pas une boisson sucrée, mais un lien social. Comment, dès lors, sortir du cadre de pensée créé par le biais de tous les médias disponibles ?

Une deuxième stratégie a été de décréter qu'il faut installer la marque dans les esprits dès le plus jeune âge et installer des distributeurs partout afin d'avoir le produit à portée de main. Ainsi, les stratégies du développement de la marque ont établi qu'une personne ordinaire ne devait pas parcourir plus d'une certaine distance sans avoir devant les yeux la marque Coca-Cola et sans pouvoir en acheter. Pour ce faire, ces stratégies ont développé de multiples tactiques et l'une d'entre elles a consisté à fournir gratuitement la boisson dans le paquetage des soldats américains pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui avait plusieurs avantages majeurs : en faire un bien indispensable et l'associer dans les esprits européens aux soldats libérateurs mais aussi, sécuriser, grâce à l'armée, la fourniture des matières premières nécessaires à son élaboration. La stratégie d'exposition maximale de la marque étant la même que celle de Mc Donald, une autre tactique a consisté à faire que ce soit au Coca-Cola que soient exposées les familles se rendant chez Mc Donald. Un autre élément de cette stratégie est de financer "gratuitement" des équipements, le plus souvent sportifs, dans les collèges et universités américains avec, en contrepartie, la possibilité d'installer "gratuitement" des distributeurs de cannettes de Coca-Cola à tous les endroits de l'établissement scolaire où le souhaite la compagnie. L'adolescent ou l'adulte jeune n'a le choix que d'une seule marque de boisson sucrée. Il est formaté, cadré.

La stratégie de l'omniprésence est aussi celle développée par plusieurs entreprises, telle Starbucks, comme cela est parfaitement décrit dans le livre *No Logo* de Naomi Klein. L'objectif est de créer l'environnement servant de cadre à nos actions.

Alors, dans le même esprit de formatage des pensées et actions, comment créer un cadre citoyen favorable à l'utilisation de la voiture automobile et à l'achat d'essence ? À cette question, les compagnies automobiles et pétrolières américaines ont répondu de façon simple dans les années 1930 à 1950 (et elles l'ont réellement fait) : il suffit de faire disparaître les transports publics n'utilisant pas l'essence dans les grandes villes et agglomérations et donc, de façon concrète, de pouvoir acheter les compagnies de tramways des grandes villes et agglomérations américaines, puis de les remplacer par des bus puis de fermer ou mettre en faillite ces diverses compagnies afin que les citoyens ne puissent plus disposer de transports en commun. Les citoyens n'auront donc plus d'autre choix que de recourir à la voiture, ou de ne pas pouvoir se déplacer, notamment pour aller travailler, enfermant les plus pauvres encore plus dans la pauvreté.

En effet, en 1922, le PDG de General Motors créa un groupe de travail dont la mission était de concevoir une stratégie visant à remplacer les tramways électriques d'abord par des autobus, puis par des voitures. Et, en faisant pression sur les parlementaires, les compagnies pétrolières et automobiles américaines obtinrent en 1935 une loi obligeant les compagnies électriques à vendre les compagnies de tramways, entre autres au prétexte que les tramways gênaient la circulation automobile mais plus encore, que les tramways étaient devenus inopérants car ils étaient eux-mêmes fortement ralentis par la circulation automobile... À noter qu'à cette époque, ce sont deux grandes firmes électriques américaines, General Electric et Insull, qui avaient pris possession de la plupart des compagnies de tramways, afin de pouvoir lisser les pics de consommation et améliorer la production de leurs centrales. Au terme de la promulgation de la loi, General Motors, Standard Oil et Firestone s'allièrent à deux entreprises de transport, Rapid Transit Company et Yellow Coach Bus Company, pour racheter à bas prix

les tramways dans une cinquantaine de villes américaines dont Détroit, New York, Oakland, Philadelphie, Chicago, St. Louis, Salt Lake City, Tulsa, Baltimore, Minneapolis, Seattle et Los Angeles. Les lignes de tramways furent supprimées ou remplacées par des autobus à essence, afin de créer de nouveaux débouchés à l'industrie automobile et pétrolière. Une exception cependant, si vous allez un jour à San Francisco, vous y verrez encore circuler des exemplaires de tramways qui étaient naguère en usage dans la plupart des autres grandes villes américaines.

Ces quelques données ne peuvent être dissociées de la réflexion sur le développement de l'obésité et du diabète, car ces stratégies commerciales en ont créé le cadre. Envisager la prise en charge du problème de santé publique qu'est devenue l'obésité justifie assurément d'agir sur le cadre qui l'a favorisé. De même qu'agir sur la pollution et le réchauffement climatique justifie de prendre en compte ces éléments... qui conduisent d'ailleurs plusieurs villes et agglomérations à remettre en usage le tramway et pour cela à lutter contre le formatage des esprits qui ne conçoivent que la voiture comme moyen de transport citoyen.

■ Le cadre économique

La structure économique, c'est-à-dire les modes de production de biens et services, influence aussi le cadre des pensées et des actions des sociétés, l'inverse étant probablement aussi vrai.

Deux exemples tirés du livre *Le voyage de l'humanité* peuvent illustrer comment le cadre économique influence le cadre de pensée.

Le premier est l'exemple de la place dévolue à la femme depuis l'époque des sociétés agricoles préindustrielles, selon que celles-ci avaient, ou non, recours à l'utilisation de la charrue. Ainsi, "en fonction de la nature du sol et

des cultures dominantes, certains paysans labouraient leurs champs à l'aide de houes et de râtaux, tandis qu'ailleurs, on employait plutôt des charrues attelées à des chevaux ou des bœufs. Or, utiliser une charrue et maîtriser les bêtes qui la tirent nécessite une grande force physique, et par conséquent les hommes jouissaient d'un avantage physiologique significatif sur les femmes en matière de labourage dans les régions concernées, raison pour laquelle les femmes y sont restées cantonnées aux travaux domestiques tout au long de l'histoire [...] Dans les régions où l'emploi de la charrue était généralisé, la division du travail a été systématiquement plus marquée au sein des ménages : les hommes surtout impliqués dans l'agriculture, et les femmes essentiellement vouées aux travaux domestiques. Dans les régions où étaient surtout répandus les binettes et les râtaux, en revanche, hommes et femmes ont eu tendance à se partager le labeur agricole – préparation de la terre, ensemencement et moisson, aussi bien que transport de l'eau, traite des vaches et ramassage du bois –, même si l'essentiel des tâches domestiques restait l'apanage des femmes. Il semble que la charrue n'ait pas seulement défini une division du travail en matière de labourage, mais aussi dans bien d'autres domaines [...] toute une gamme de préjugés sexistes est associé à l'adoption de la charrue. Cela peut expliquer en partie pourquoi, dans les régions qui ont introduit l'usage de la charrue plus tôt et plus intensément, à l'instar de l'Europe du Sud, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, moins de femmes sont présentes dans la vie active, dans les conseils d'administration et sur la scène politique”.

Le deuxième exemple est celui de la nature plutôt collectiviste ou plutôt individualiste d'une société. Comme l'écrit aussi Oded Galor “des données provenant des régions chinoises suggèrent que l'adéquation de la terre à la culture du riz – laquelle requiert des systèmes d'irrigation à grande échelle et donc partagés par plusieurs territoires – a fait advenir

une collectivité plus collectiviste, interdépendante, tandis que la terre adaptée à la culture du blé, qui requiert un moindre degré de coopération, a concouru à l'émergence de communautés plus individualistes. De même, des comparaisons entre pays mènent à la conclusion que la terre adaptée à des cultures à forte intensité de main-d'œuvre est aussi associée à l'émergence de communautés plus collectivistes”.

Ainsi, le cadre économique, mais aussi géographique, c'est-à-dire celui qui contribue à conditionner les modalités de la production des biens, influence le cadre culturel et la structure patriarcale d'une société. Comment sortir de ce cadre, sachant que les traits culturels socialement et familialement établis persistent pendant plusieurs générations lorsqu'il y a une immigration d'une région ayant une culture donnée vers une autre ayant une culture différente ?

■ Le cadre culturel

Le livre d'Hesna Cailliau, *Sept religions une clé pour comprendre le monde*, permet de prolonger la réflexion sur ce que sont des cultures différentes et ce, au-delà du simple cadre économique qui les a vues naître et se développer. Il rend compte que les concepts et les mots sont différents dans diverses religions au point que des mots peuvent être présents dans certaines et absents dans d'autres, voire y avoir un sens différent. Il rend compte aussi que les façons de réfléchir peuvent être très différentes d'une culture à l'autre, sans que l'une ne soit supérieure à une autre, car la supériorité supposée nécessite d'adopter un outil de mesure, et donc un cadre de réflexion. Ainsi, si l'on raisonne en matière de développement scientifique, on pourrait penser que la pensée logique développée en Occident est supérieure à la pensée analogique développée en Orient puisqu'elle a permis d'importants progrès, traduits notamment par une augmentation de l'espérance de vie. Mais si

l'on raisonne avec des critères de cohésion sociale, de durabilité et de changement climatique, on pourrait envisager que la pensée analogique est alors supérieure. Enfin, comme le dit l'auteure : “Il n'y a pas lieu de juger une culture supérieure ou inférieure à une autre ; le problème pour chacune est de s'adapter à l'évolution du temps qui change, non de se convertir aux valeurs de l'Occident, sous prétexte qu'il domine le monde”.

Un passage permet de comprendre comment il est parfois difficile pour une culture d'en comprendre une autre : “Dès que l'on traduit d'une langue à l'autre, on en altère le sens. C'est, en effet, non seulement quitter un vocabulaire, mais aussi une sensibilité et un mode de pensée. C'est pourquoi le Coran, révélé en arabe, langue consonantique, est difficilement traduisible en français, langue indo-européenne riche en voyelles. Il perd, une fois traduit, toute sa saveur, sa profondeur, ce souffle épique et mystique qui le traverse. La difficulté est encore plus grande lorsque l'on passe aux langues idéographiques, comme le chinois. L'absence des notions de Dieu, d'essence, de substance rend difficile la traduction du message chrétien sans en changer le contenu. Une traduction est toujours une interprétation : le mot “Torah”, par exemple, qui signifie “enseignement”, est devenu “loi” en grec. Ce passage souligne davantage l'aspect législatif des cinq premiers livres de la Bible”.

■ Le cadre politique

C'est un livre revigorant que *Les Ressorts du fascisme* puisqu'il permet de décrypter, et donc de comprendre, une rhétorique qui tend à s'imposer dans le débat public. Ce livre a, bien évidemment, comme modèle principal le nazisme, mais il montre comment plusieurs politiciens actuels en reprennent les stéréotypes. Et le champ est large puisqu'il comprend, notamment, pour l'auteur Jair Bolsonaro, Recep Tayyip Erdogan,

■ Billet du mois

Marine Le Pen, Victor Orban, Vladimir Poutine, Donald Trump. On comprend aussi que le modèle le plus abouti en France semble être Eric Zemmour. Chaque chapitre de ce livre explicite la synthèse de la rhétorique fasciste que l'auteur propose dans son introduction et qui sera donc reproduite ici : *“Pour justifier leur idéologie, les politiciens fascistes commencent généralement par rompre avec l'histoire commune en créant de toute pièce un **passé mythique** dont le rôle est de donner du crédit à leur vision du présent. Ils modifient notre compréhension partagée de la réalité en pervertissant le sens que nous donnons à nos idéaux au moyen de la **propagande** et en encourageant un **anti-intellectualisme** manifeste dans les attaques qu'ils mènent contre l'université et le système éducatif, dès lors que ces derniers représentent un obstacle à leurs idées. Par la force des choses, la politique fasciste finit par générer un état d'**irréalité**, dans lequel les théories du complot et les fake news supplantent le débat réel. Quand notre compréhension commune de la réalité s'effondre, la politique fasciste permet à des idées à la fois fausses et dangereuses de s'implanter. Dans un premier temps, elle tente d'essentialiser les différences entre les groupes sociaux, ce qui confère une apparence naturelle et scientifiquement acceptable à ce qui constitue en réalité une **hiérarchisation** de la valeur des êtres humains. À mesure que les hiérarchies et les divisions entre groupes se sédimentent, la peur remplace la bonne entente entre les groupes. Si un groupe minoritaire bénéficie de certaines avancées, alors on peut être sûr que la population majoritaire adoptera une **posture victimaire**. Les questions sécuritaires exercent sur nous un puissant attrait, elles permettent en effet de “nous” considérer comme de bons citoyens, respectueux de la **loi** et de l'**ordre**, par opposition à “eux”, des criminels sans foi ni loi dont le comportement représenterait une menace pour les hommes de la nation et l'idéal de masculinité qu'ils incarnent. L'entretien d'un sentiment d'**anxiété sexuelle** est*

en effet une autre caractéristique de la politique fasciste, pour qui les progrès en matière d'égalité entre les sexes mettent en péril le modèle patriarcal. À mesure que la peur des “autres” grandit, “nous” finissons par incarner le bien lui-même. “Nous” habitons la campagne, le cœur battant de la nation, là où les valeurs et les traditions du pays ont été miraculeusement préservées du cosmopolitisme qui gangrène les grandes métropoles dans lesquelles les minorités, protégées par la tolérance libérale, jouissent d'un sentiment d'impunité totale...”

Ainsi, l'auteur décortique la rhétorique utilisant une attitude victimaire de la catégorie dominante contre les minorités, afin d'inverser le rapport de force dans les esprits. Il montre comment le discours s'appuie sur l'émotion plutôt que sur la raison, allant jusqu'à nier l'utilité de la raison. Comme il fustige l'expertise qui ne serait le fait que d'une élite cosmopolite et citadine liguée contre le bon peuple des campagnes, comment le discours construit le mythe d'un passé glorieux et idéal, nie le rôle de l'État au profit de celui du peuple qui a besoin d'un chef. Il promeut une société patriarcale permettant de justifier la nécessité d'un chef et, par ce biais, nie donc ce qui peut faire douter de la nécessité d'évoluer ou rester dans une société patriarcale, et donc le féminisme, l'homosexualité, l'avortement... Vous y apprendrez aussi la logique qui présida à écrire *“Le travail rend libre”* sur la porte du camp d'extermination d'Auschwitz. Vous comprendrez en quoi, le slogan de Donald Trump *“Make America great again”* est typique de cette rhétorique. En effet, il met en avant la nation (America) et sa grandeur qui implicitement est au-dessus de l'État. Le terme “again”, quant à lui, renvoie au mythe d'une prétendue grandeur perdue mais sans signifier de quelle grandeur ou de quelle époque il s'agit : celle du génocide des indiens, celle de l'esclavagisme ou celle de la ségrégation ? Ce discours nie une partie de l'histoire pour n'en retenir qu'une, celle qui flatte les électeurs

potentiels. Il crée un cadre de pensée qu'il faut connaître et comprendre pour ne pas s'y laisser prendre.

Cette rhétorique utilise un vocabulaire dont elle pervertit le sens, comme Donald Trump qui dénomme le réseau social qu'il a créé “Truth social”, utilisant le mot vérité, ce qui n'est pas sans rappeler que l'organe d'expression de la dictature stalinienne s'appelait aussi “La vérité”, la “Pravda”. Autre perversion symbolique rappelée par l'auteur, celle du mot démocratie : “Dans *Mein Kampf*, après avoir dénoncé la démocratie parlementaire, Hitler fait l'éloge de la “vraie démocratie germanique”, fondée sur le “libre choix du dirigeant, ainsi que sur l'obligation pour ce dernier d'assumer l'entière responsabilité de tout ce qu'il fait et fait faire”. Ce qu'Hitler décrit ici, passé un vote démocratique initial, c'est le règne absolu d'un chef. Il n'est aucunement suggéré dans la description qu'Hitler donne de ce qu'il nomme “la vraie démocratie germanique” que le leader doive à l'avenir se soumettre à une nouvelle élection”. Et l'auteur de rappeler que *“Historiquement, les dirigeants fascistes sont souvent arrivés au pouvoir par le biais d'élections démocratiques. Mais l'engagement en faveur des libertés, comme celle qui est inhérente au droit de vote, ne survit guère à cette victoire”*.

Pourquoi avoir fait cette digression vers la politique dans ce billet d'une revue médicale ? Pour rappeler un des grands enjeux du cadrage tel qu'il est conçu par certains politiciens : créer par la parole, quitte à dénaturer le sens des mots et en faisant agir l'émotion, un cadre leur permettant de prendre et d'exercer un pouvoir qui pourra régir tant nos vies que nos pensées et actions. Le régime totalitaire était, par essence, le prototype d'un cadre imposé.

■ Le cadre sanitaire

Dans son livre *“La Bataille de la Sécu”*, Nicolas Da Silva consacre un chapitre à

ce qui peut être considéré comme deux conceptions différentes de la médecine, chapitre intitulé dans son analyse marxiste et autogestionnaire : *“Quand l’État social impose sa conception”*. Schématiquement, il distingue la médecine faite par des médecins pour des patients individuels, qualifiée de médecine inspirée/domestique, de la médecine dite de convention industrielle ou médecine reposant sur une évaluation statistique des apports des stratégies médicales. Pour l’auteur, cette deuxième approche favorise les grands groupes industriels et donc, ce qu’il dénomme “le capital”, puisque, par exemple, le coût de l’évaluation des médicaments est devenu tel qu’il favorise la concentration des entreprises pharmaceutiques et élève le droit d’entrée sur ce marché. Toutefois, plus ou moins explicitement, il tend à faire du capital et d’un de ses outils, l’industrie pharmaceutique, l’un des principaux responsables de ce qu’il qualifie de médecine industrielle. Et il désigne comme autre grand responsable, l’État et notamment l’État social. Dans son analyse, l’auteur décrit l’État comme un capitalisme politique, qu’il montre comme un phénomène qui le distingue à la fois du capitalisme concurrentiel et de l’administration étatique. Dans cette approche, *“L’État n’est pas le reflet des luttes politiques de divers groupes aux intérêts opposés, il participe d’une synthèse entre élites politiques et économiques. Les élites politiques utilisent leur pouvoir pour maintenir la*

prédominance des élites économiques, et inversement”. Le passage régulier de membres de la haute administration publique à des postes de haut niveau dans les entreprises serait un des marqueurs du capitalisme politique.

Au-delà du cadre de réflexion politique que fournit cet ouvrage, le chapitre évoqué explique la distinction que l’auteur fait entre les deux types de médecine qu’il nomme, l’une comme “inspirée/domestique” et l’autre comme “industrielle” (**tableau I**). Pour expliciter cette distinction, les propos de son auteur seront ici reproduits : *“La convention inspirée/domestique définit la maladie comme une rupture qualitative avec l’état normal (de non-maladie)... et le problème à résoudre est la singularité et la complexité de chaque cas. Le sujet du soin est le patient individuel et la spécificité du savoir professionnel est l’expérience qui doit permettre d’adapter le soin apporté à chaque cas. L’inspiration et la proximité sont au cœur de l’activité du professionnel [...] À l’inverse, la convention industrielle de qualité des soins prend appui sur une définition de la maladie comme variation quantitative par rapport à l’état normal (de non-maladie). Le sujet de l’activité est donc la maladie, qui est séparable du malade. L’enjeu consiste à réduire l’hétérogénéité des pratiques en appliquant des standards de soins. Ces standards sont conçus pour soigner le patient moyen et supposent que le professionnel soit*

en mesure d’attribuer chaque cas à une nomenclature de pathologie. La qualité provient de la hiérarchisation des niveaux de preuves, fournie par la médecine fondée sur les preuves. L’éthique professionnelle est ici tournée vers la capacité à respecter les standards, car la confiance dans le système de santé réside moins dans les professionnels que dans les agences de certification”.

Et l’auteur d’ajouter que *“l’industrialisation touche tous les lieux de travail du soin. S’il existe une grande variété d’outils soutenant l’industrialisation des soins, on peut ici insister sur ceux relatifs au financement. De ce point de vue, le commencement du mouvement d’industrialisation se trouve sans doute dans la réforme du financement hospitalier [...] L’enjeu n’a rien à voir avec la qualité des soins, il s’agit surtout de contrôler l’évolution des dépenses hospitalières [...] Pour cela, il faut inventer des standards et des systèmes d’information permettant de connaître l’activité hospitalière. [...] La médecine libérale n’échappe pas au phénomène d’industrialisation des soins. Dès les années 1990, la volonté de maîtriser les dépenses et d’améliorer la qualité conduit l’État à multiplier les normes standardisées de travail”*. Ce qui, pour l’auteur, permet d’expliquer l’arrivée des Références médicales opposables (RMO), puis celle des Contrats d’amélioration des pratiques individuelles (CAPI) et enfin de la Rémunération sur objectifs de santé publique (ROSP).

	Convention inspirée/domestique	Convention industrielle
Définition de la maladie	Rupture qualitative avec l’état normal	Variation quantitative de l’état normal
Sujet de l’activité	Couple patient/malade	Maladie
Problème de soin à résoudre	Singularité et complexité	Hétérogénéité des pratiques
Sujet du soin	Patient individuel	Patient moyen
Spécificité de la connaissance	Fondée sur l’expérience	Fondée sur les standards
Tâche du professionnel	S’adapter au cas	Attribuer les cas
Définition de la qualité	Par le professionnel	Médecine fondée sur les preuves
Type de l’éthique professionnelle	Agir au nom du patient	Agir en conformité avec les standards
Institution de la confiance	Éthique professionnelle	Agences de certification

Tableau I : Les deux conventions de qualité du travail des soins, d’après Nicolas Da Costa dans *La Bataille de la Sécu*, 2022.

I Billet du mois

L'argumentation est ici intéressante parce qu'elle montre comment le cadre dans lequel est conçue la médecine influence son mode d'exercice, de régulation et de contrôle. Peu importe que l'on souscrive ou non à l'analyse marxiste développée par l'auteur, il est clair que le **tableau I** rend compte de deux visions de la médecine qui coexistent actuellement, la deuxième tendant à remplacer la première, et ce, avec ses excès si l'on n'y prend garde. Car, là où le bât de la démonstration de l'auteur blesse, c'est quand il oppose radicalement ces deux conceptions de la médecine, et ce, probablement au nom du présumé de la mainmise de ce qu'il appelle le capital et de son prolongement, l'État social, sur le système de soins. L'auteur indique que l'État social est le prolongement étatique du capitalisme, destiné à maintenir la paix sociale pour que le capital puisse agir sans difficulté. Il le distingue de ce qu'il appelle "la Sociale", pour lui la forme réelle de la démocratie car dans ce cas, la gestion du système est faite par ceux qui en sont directement la cible, à savoir les ayants-droit.

Trois éléments semblent devoir être envisagés dans cette réflexion.

Le premier est que c'est à la fois la perception des limites du modèle individualiste (ce que rappelle d'ailleurs l'auteur) et le développement de méthodes scientifiques (ce que semble négliger l'auteur) qui ont conduit à la deuxième vision de ce que pourrait être la médecine et qu'il qualifie de médecine industrielle. En effet, le modèle individualiste, basé essentiellement sur la relation médecin-patient et qui ne reposerait pas sur la science pour fonder une pratique, expose le patient à des risques que l'évolution des méthodes scientifiques ont permis de reconnaître. Si "instigation du capital" il y a, éventuellement, c'est surtout le développement d'une approche scientifique de la médecine qui est la cause de l'évolution des visions de ce que doit être la médecine. De fait, le "capital" n'est pas la cause de cette évolution, il semble

plus s'être adapté successivement aux deux modèles. Dans le premier, par le développement d'une forte promotion de ses traitements et, dans le deuxième, par l'évaluation à large échelle à fin de commercialisation : s'il a tenté de modeler son marché, il a surtout été contraint de s'y adapter.

Le deuxième élément qui lui est corollaire est qu'en faisant la promotion du premier modèle, et d'une certaine conception de l'autogestion puisque le soin y serait purement fonction de la relation patient-médecin sans influence extérieure, l'auteur en vient à faire la promotion d'un concept qui, s'il peut paraître logique dans sa démonstration, est pour le moins surprenant. En effet, il indique qu'il existerait un modèle réellement démocratique de soins, celui où les patients, en quelque sorte, voteraient pour désigner ce qu'ils pensent être le mieux pour leur santé, notamment en matière de commercialisation et de prescription des médicaments. À ce titre, il suggère qu'un tel mode de fonctionnement aurait évité plusieurs des anomalies de la gestion étatique de la pandémie de Covid-19 en France. On peut rester sceptique sur ce point de vue, car la vérité scientifique ne se décrète pas au nombre des suffrages ou de l'intérêt perçu des traitements. Dans ce cas, par exemple, nul doute que l'hydroxychloroquine aurait été encore plus largement prescrite, à défaut d'être réellement évaluée chez les patients ayant une Covid-19.

Enfin, un troisième élément qui pose problème est que l'auteur semble opposer deux conceptions de la médecine : l'une qui serait saine, naturelle et démocratique et l'autre qui servirait principalement les intérêts du capital. Il indique que la cause de la souffrance actuellement rapportée par le personnel hospitalier proviendrait du fait que l'État aurait imposé une transition brutale du premier modèle vers le second : les soignants souffriraient de s'occuper de maladies et non plus de malades et du corollaire de cette vision de la médecine,

c'est-à-dire du rationnement des moyens au nom de la rentabilité. De plus, si les professionnels de santé libéraux, par leur individualisme, constituent encore un rempart contre le déploiement de la seconde façon d'exercer la médecine, de fait, l'étatisation rampante de leur pratique ou la soumission progressive à des groupes financiers rendra à terme, la pratique libérale conforme au second modèle. Le problème ici, est que l'auteur oppose deux modèles comme s'ils étaient antithétiques ou antinomiques et donc non compatibles et non complémentaires et ce, au nom d'une vision caricaturale de la médecine fondée sur les preuves.

Or, le propre de la médecine fondée sur les preuves n'est pas d'appliquer indiscernement les résultats des essais thérapeutiques contrôlés et d'agir dans le cadre de standards aveugles aux cas singuliers des patients. La médecine fondée sur les preuves a été définie par l'un de ses pionniers, David Sackett, comme l'utilisation consciencieuse et judicieuse des meilleures données de la recherche clinique dans la prise en charge personnalisée de chaque patient. Ainsi, cette définition prend bien en compte le modèle inspiré/domestique puisqu'il y a l'expression "prise en charge personnalisée de chaque patient". La médecine reposant sur les preuves s'appuie en effet sur un triptyque dont les deux derniers piliers sont souvent oubliés ou mis en opposition avec le premier, alors qu'ils sont complémentaires :

- Le premier pilier est la recherche des **meilleures preuves cliniques**. Il s'agit, face à un problème clinique de savoir rechercher les meilleures données permettant de garantir que le diagnostic et la stratégie thérapeutique seront bien adaptés au cas du patient. Cela suppose de connaître les méthodes d'évaluation du diagnostic et des traitements et de savoir rechercher et reconnaître dans la littérature médicale ce qui a la plus forte probabilité d'être favorable au patient. Par un biais de raisonnement, la méde-

cine fondée sur les preuves a souvent été assimilée à ce seul élément et ainsi caricaturée comme étant l'application sans discernement des résultats des essais thérapeutiques contrôlés, alors que cette médecine comprend deux autres piliers.

● Le deuxième pilier est **l'expérience clinique**. Attention ici aussi, l'expérience clinique n'est que l'un des piliers de la médecine fondée sur les preuves. Il ne faut pas, par opposition à la vision caricaturale de la médecine fondée sur les preuves, l'idéaliser ou la mythifier. Comme il serait tout aussi tentant de le faire de son succédané, le sens clinique. Cette idéalisation tend à faire des médecins supposés expérimentés, des médecins parfaits, qui savent nuancer l'exubérance d'une science nouvellement acquise par un scepticisme de bon aloi, basé sur l'apprentissage de la "vie réelle", au contact régulier de centaines de patients reconnaissants et ce, tout au long d'une longue carrière. Cette vision tend à faire du sens clinique une appréciation toujours juste de la situation, une capacité à reconnaître l'exceptionnel du banal, à avoir le pouvoir discrétionnaire d'appliquer les recommandations pour la pratique clinique selon son intuition, donc avec discernement, tout cela sur la base des multiples contacts et problèmes rencontrés au fil des ans et affrontés avec un succès aussi continu que mérité (cf. *Le mythe trompeur de l'expérience clinique* par Alain F. Junod, Revue médicale suisse, mars 2005). Dans

la médecine fondée sur les preuves, le pilier majeur qu'est l'expérience clinique doit conduire à faire que chaque médecin améliore sa pratique au fur et à mesure de celle-ci, s'il sait en analyser les déterminants et les conséquences (au-delà des remerciements gratifiants des patients), et donc s'il sait évaluer sa pratique, réfléchir et prendre garde à ses biais cognitifs ;

● Le troisième pilier est constitué par **les besoins et les préférences des patients**. Ce pilier fait de l'application des données validées de la science issues de données statistiques, un exercice qui devra être adapté à chaque cas, dans le cadre du colloque singulier. Cette phase justifie empathie, compréhension, psychologie (donc connaissance des biais cognitifs à l'œuvre, tant chez le patient que chez le médecin) et communication, afin que la pratique de la médecine reste conforme à ce que Nicolas Da Silva nomme la pratique inspirée/domestique.

C'est donc au médecin, qu'il soit libéral ou salarié, hospitalier ou non, de faire en sorte qu'un équilibre soit respecté entre une médecine individualisée qui ne respecterait pas les acquis de la science et aurait alors un caractère démagogique sinon mercantile, et une médecine conforme à ce que la science a permis d'évaluer comme pertinent sans pour autant sombrer dans le manichéisme et le rigorisme. Malgré ses limites, l'avantage du livre *Les Batailles de la Sécu*

est de permettre, entre autres, de comprendre comment un cadre de pensée et un cadre économique peuvent conduire à des pratiques allant parfois au-delà du raisonnable. Sachons sortir des deux cadres décrits pour en faire une synthèse.

■ En synthèse

Si l'on étend de façon très large le biais de cadrage (phénomène selon lequel on tire des conclusions différentes en fonction de la façon dont les informations nous sont présentées), on conçoit que le cadre général qui régit nos pensées et nos actions est influencé par de multiples éléments et que ces éléments, s'ils peuvent reposer sur la tradition, notamment culturelle, peuvent être imposés à des fins commerciales ou d'exercice de pouvoir. Il est difficile, voire parfois impossible, de s'extraire de ces cadres de pensée et donc d'action. Mais il est toujours utile de réfléchir sur le cadre et non sur l'aspect parfois superficiel et anecdotique de ses implications et conséquences.

L'auteur a déclaré les liens d'intérêts suivants : honoraires pour conférences ou conseils ou défraiements pour congrès pour et par les laboratoires : Alliance BMS-Pfizer, Amgen, Astra-Zeneca, Bayer, BMS, Boehringer-Ingelheim, Daiichi-Sankyo, Ménarini, Novartis, Novo-Nordisk, Pfizer, Sanofi-Aventis France, Servier.